



Les protestations en Belgique contre la guerre à Gaza, ou la nécessité d'une citoyenneté commune.



Marc De Vos

Directeur

Itinera Institute

Le Parti Néerlandais du Travail (PvdA) est un parti socialiste intéressant. Son leader politique Wouter Bos a témoigné de l'authentique esprit mercantile dans le dossier Fortis, n'était pas trop troublé pour en proclamer la victoire et fut lui-même proclamé politicien néerlandais de l'année 2008. Quel contraste avec le douloureux fiasco d'Yves Leterme chez les voisins du Sud, n'est-ce pas ?

Mais le contraste ne s'arrête pas là. Le PvdA consacre au thème de l'intégration un important congrès de parti. Nous parlons donc ici des immigrés et non des banques. La direction du parti présente une note essentielle intitulée « Passé divisé, futur partagé ». Le PvdA va totalement pour l'« intégration » et entend par cela un agenda pour « l'identité néerlandaise » avec comme pierre angulaire une « citoyenneté à part entière ». Par la formation de la

citoyenneté dans l'enseignement, la rue et les quartiers, les Nouveaux Néerlandais doivent pouvoir se concentrer sur les Pays-Bas et pouvoir y construire leur vie.

L'agenda des socialistes néerlandais est remarquable, parce qu'il représente une rupture avec le multiculturalisme précédent, qui appréhendait l'immigration principalement sous les termes de la « tolérance » et de la « co-existence ». Depuis que Pim Fortuyn a mis le feu à la poudrière, les Pays-Bas ont connu une évolution étonnante. Presque tout le spectre politique approche aujourd'hui l'intégration sur base d'une culture de leadership néerlandaise apprise ou transmise via la citoyenneté. La leçon est apprise. La coexistence du multiculturalisme avait mené d'abord à l'évitement de contacts et à l'aliénation entre les individus et les communautés, et finalement à une contre-culture toxique auprès de certains immigrés. La tolérance était devenue une politique d'apaisement qui tolérait l'intolérance.

Les protestations en Belgique contre la guerre à Gaza, ou la nécessité d'une citoyenneté commune

Les Néerlandais sont loin d'avoir réussi leur pari, mais ils ont déjà une vision. Et cette vision nous donne une perspective utile sur les protestations organisées en Belgique

par la Ligue Arabe Européenne (LAE) contre la guerre à Gaza. Je ne me prononce pas ici sur l'occasion de ces protestations. Le conflit dramatique entre Israël et les Palestiniens a de longs antécédents au cours desquels les deux partis ont eu leur part de responsabilité, de sang et de souffrance. Ces antécédents influencent chaque jugement relatif à la dramatique escalade d'aujourd'hui.

Je me tourne vers la cause, notamment l'agenda de la LAE. Je me tais encore décevant sur le fait que la LAE sur son propre site web coquette ouvertement avec Hamas – une organisation reconnue comme terroriste – et avec des prêcheurs de violence de l'histoire mondiale, comme Malcom X. Ce qui m'intéresse, c'est le fondement de tout cela.

Selon ses propres dires, la LAE se positionne en faveur des minorités arabes en Europe et «pour l'intérêt de la terre nationale arabe». Notez d'ores et déjà où la LAE voit sa nation. Ils veulent «renforcer davantage le lien avec nos frères et sœurs

au sein de nos patries». Oui, l'«intégration dans les sociétés européennes» est bien qualifiée de «processus nécessaire». Mais on y comprend seulement «la participation à la société», point. La LAE la distingue explicitement de l'«assimilation».

Le rêve de société de la LAE pour la Belgique et l'Europe s'oppose diamétralement à la vision de l'identité néerlandaise et de la citoyenneté complète. Dans cette

vision, l'intégration passe précisément par une assimilation spontanée dans une citoyenneté commune, disons un nouveau contrat social. L'étiquette même d'une ligue «arabe européenne» est révélatrice: il s'agit d'une formule de diaspora avec des minorités par ici et des pays d'origine par là. Cela suggère une société qui puisse peut-être se mélanger économiquement ou politiquement mais qui s'enlise culturellement, ethniquement et

religieusement en un apartheid physique et/ou mental. C'est précisément au travers de cet apartheid que les conflits internationaux peuvent être importés sans transition en Belgique.

Je concède à chacun son opinion et l'expression de son opinion. Mais celui qui en et depuis la Belgique veut conduire une politique arabe, se trompe de front. Gaza ne se trouve pas à la Bourse de Bruxelles

“
L'intégration passe
par une assimilation
spontanée dans
une citoyenneté
commune. Le pays
d'accueil doit devenir
patrie, pour tout le
monde.”

Les protestations en Belgique contre la guerre à Gaza, ou la nécessité d'une citoyenneté commune

ou à l'Escaut à Anvers. Je refuse de signer pour un pays de minorités permanentes et de pensées minoritaires, où la nationalité et la loyauté doivent continuellement jongler entre « pays d'accueil » et « pays d'origine ». Notre société ne peut pas survivre par le biais de ghettos et de diplomatie interculturelle. Le pays d'accueil doit devenir patrie, pour tout le monde.

La prolifération en Belgique du conflit à Gaza est donc un symptôme. Le maintien de l'ordre est nécessaire, aussi bien préventif que répressif. Mais la Belgique doit surtout se réveiller et offrir une réponse approfondie sur une donnée sociale fondamentale qui politiquement a beaucoup trop été mise sous silence. Peut-être devons nous tous aller au congrès du PvdA.

Marc De Vos

Directeur de l'Initnera Institute

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.
"Think-tank" et "do-tank" indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

Verantwoordelijke uitgever - Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur
